

Le monde politique américain refuse de concevoir les Palestiniens comme des Égaux

Description

Par Tariq Kenney-Shawa, le 11 mai 2023

Le refus des responsables politiques américains d'envisager des alternatives à la solution des deux États trahit le fait qu'ils donneront toujours la priorité à la domination israélienne.



Le secrétaire d'État américain Antony Blinken fait une déclaration à la presse à Jérusalem, le 31 janvier 2023. (Emil Salman/POOL)

Depuis des années, les Palestiniens avertissent la communauté internationale que les espoirs d'une solution à deux États s'effondrent sous l'effet des contradictions internes qui affectent le soi-disant « processus de paix » depuis sa création. Aujourd'hui, il semble que les principaux décideurs politiques aient enfin compris.

Dans [un récent essai](#) publié dans l'éminente revue *Foreign Affairs*, les universitaires Shibley Telhami, Michael Barnett, Marc Lynch et Nathan J. Brown affirment qu'« il est plus possible d'éviter d'être confronté à la réalité d'un seul État en Israël-Palestine. Ils affirment que cette réalité, caractérisée par la domination absolue d'Israël, brise l'illusion d'un Israël démocratique en quelque sorte distinct des territoires qu'il occupe » une illusion qui a servi de fondement aux efforts internationaux de rétablissement de la paix. En reconnaissant le régime d'apartheid qui prévaut, les auteurs exhortent les décideurs et les penseurs américains à reconnaître qu'il est « temps de renoncer à la solution des deux États ». (Les auteurs ont récemment publié [un ouvrage](#) sur le même sujet).

Bien que l'argument ne soit pas nouveau, l'article est important. Sa publication dans une revue grand public, connue pour être largement lue dans les cercles politiques américains, a catapulté sur le devant de la scène ce qui n'était jusqu'à présent qu'un débat périphérique. Il arrive également à un moment charnière de la lutte palestinienne pour la libération, puisque l'élection du gouvernement israélien le plus extrême et le plus à droite ce jour, ainsi que la montée de la violence contre les Palestiniens, jettent un nouvel éclairage sur la condition d'un seul État qui existe entre le Jourdain et la mer Méditerranée.

Néanmoins, l'essai a été critiqué par de nombreux commentateurs américains. Dans un échange sur [Twitter](#), Martin Indyk, ancien ambassadeur des États-Unis en Israël et aujourd'hui membre éminent du Council on Foreign Relations, un important groupe de réflexion américain, a reconnu la réalité de l'État unique qui existe aujourd'hui, mais s'est opposé à ce

quâ??il a d'Ã©crit comme la Â« prescription des quatre auteurs pour un Ã©tat binational imposÃ© par les Ã©tats-Unis Â» (les auteurs [soulignent](#) que ce n'Ã©st pas rÃ©ellement ce qu'Ã©ils prÃ©conisent). Â« Les Ã©tats-Unis ne devraient jamais renoncer Ã la solution des deux Ã©tats, mÃªme si elle est trÃ¢s Ã©loignÃ©e aujourd'Ã©hui Â», a poursuivi M. Indyk.

La rÃ©ponse d'Indyk est emblÃ©matique de l'Ã©intransigeance qui affecte une grande partie de l'Ã©establishment de la politique Ã©trangÃ©re amÃ©ricaine en ce qui concerne la Palestine-IsraÃ©l. En effet, elle reflÃ©te une tendance plus large de rejet des efforts visant Ã reconnaÃ©tre l'Ã©Ã©chec du soi-disant Â« processus de paix Â», en particulier de la part de ceux qui se consacrent Ã la prÃ©servation du statu quo de la domination israÃ©lienne â?? mÃªme sous l'Ã©apparence d'Ã©une vision Ã© deux Ã©tats.

La d'Ã©sillusion a Ã©tÃ© longue Ã© venir

L'Ã©article de *Foreign Affairs* est une contribution bienvenue aux efforts des Palestiniens et de leurs alliÃ©s qui ont passÃ© des annÃ©es Ã© articuler la rÃ©alitÃ© d'Ã©un Ã©tat unique sur le terrain. Cela dit, l'Ã©essai ne va pas assez loin dans l'Ã©exposition [des d'Ã©faits](#) inhÃ©rents au processus de paix lui-mÃªme. MÃªme le fait de parler d' Â«effondrement Â» ou de Â« mort Â» de la solution Ã© deux Ã©tats est un terme impropre ; pour que quelque chose s'effondre, il faut qu'Ã©il ait existÃ© un jour. En rÃ©alitÃ©, le processus de paix a toujours eu pour objectif de [consolider](#) l'Ã©entreprise coloniale d'Ã©IsraÃ©l et d'Ã©asseoir sa domination sur les Palestiniens. La recherche de deux Ã©tats n'Ã©tait qu'Ã©un moyen de parvenir Ã© cette fin.



Des Palestiniens affrontent les forces de sÃ©curitÃ© israÃ©liennes lors d'Ã©une manifestation dans le village de Beit Dajan, prÃ©s de la ville de Naplouse en Cisjordanie, le 3 juin 2022. (Nasser Ishtayeh/Flash90)

D'Ã©puis le d'Ã©but des nÃ©gociations entamÃ©es Ã© Madrid en 1991 jusqu'Ã© la signature des accords d'Ã©Oslo en 1993, il Ã©tait Ã©vident que l' Â«Ã©tat palestinien indÃ©pendant Â» envisagÃ© par IsraÃ©l et ses bienfaiteurs n'Ã©aurait d'Ã©indÃ©pendant que le nom. Dans la pratique, la formalisation de bantoustans palestiniens Ã©pars et semi-autonomes dans moins de 40 % des territoires occupÃ©s, IsraÃ©l contrÃ©lant directement 60 % de ces territoires tout en y exerÃ§ant une autoritÃ© prÃ©pondÃ©rante, a simplement [facilitÃ© la domination d'Ã©IsraÃ©l](#) sans avoir Ã© absorber la population palestinienne en tant que citoyens et Ã© mettre en pÃ©ril sa suprÃ©matie juive.

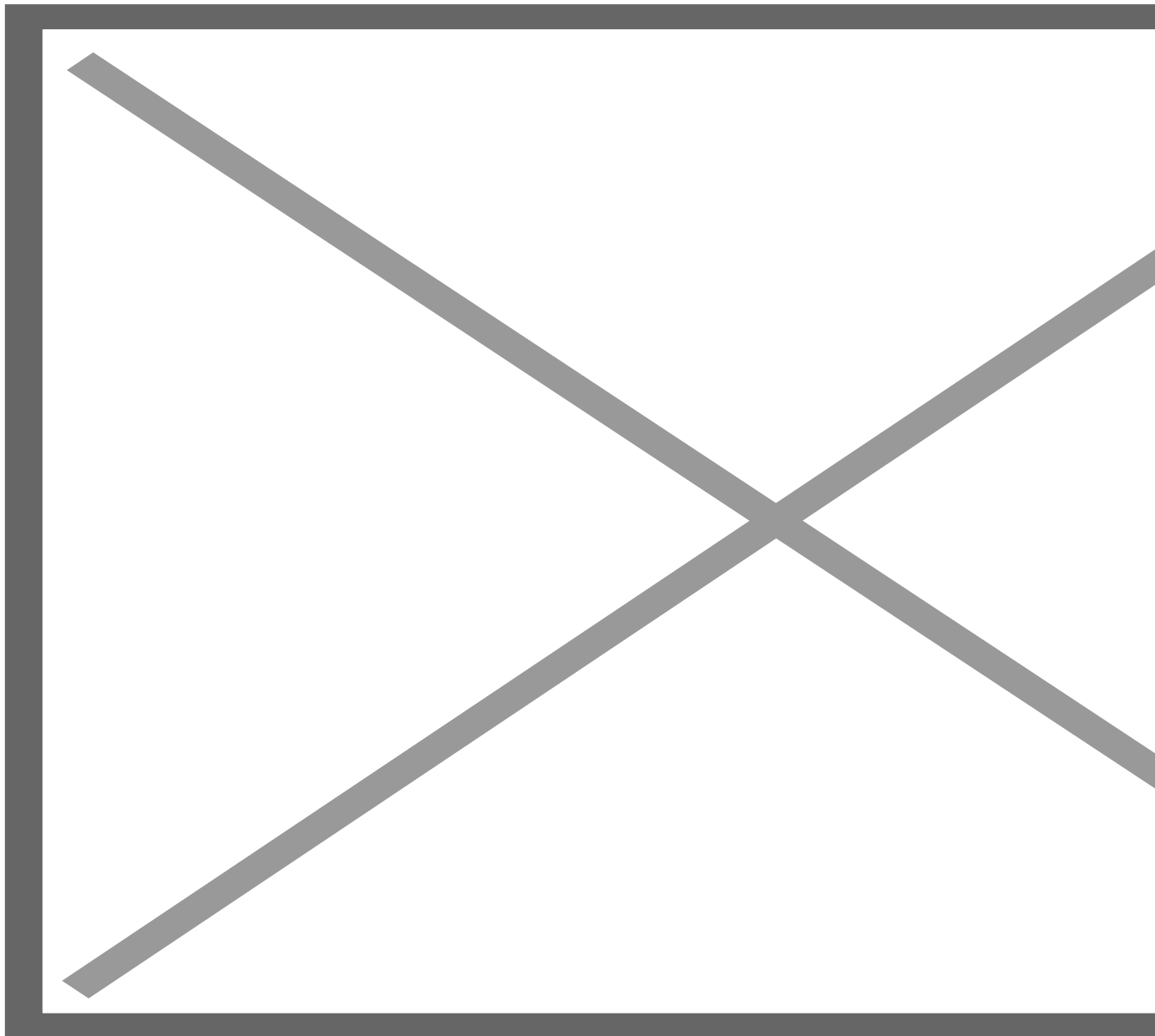
Si les IsraÃ©liens ont acceptÃ© de s'asseoir Ã© la table des nÃ©gociations, c'Ã©est uniquement parce que les Palestiniens ont briÃ©vement rÃ©ussi Ã© exercer une pression sur IsraÃ©l. La premiÃ©re Intifada, qui a d'Ã©butÃ© en d'Ã©cembre 1987, a mis la lutte palestinienne pour la libÃ©ration sur la [carte mondiale](#), et la d'Ã©sobÃ©issance civile de masse qui a caractÃ©risÃ© le soulÃ©vement a semblÃ© rendre l'Ã©occupation intenable. MÃªme les Ã©tats-Unis, sous l'Ã©administration rÃ©publicaine de George H.W. Bush, [ont menacÃ©](#) de suspendre des milliards de dollars de garanties de prÃ©ts Ã© IsraÃ©l s'Ã©il refusait d'Ã©entamer des nÃ©gociations avec l'Ã©OLP.

Mais même pour ceux qui ont cru à l'illusion que la solution à deux États conduirait à une véritable indépendance palestinienne, la désillusion a été longue à venir. L'expansion continue des [colonies israéliennes illégales](#), le refus d'Israël de reconnaître les Palestiniens en tant que groupe national, la fragmentation des territoires qui constitueraient hypothétiquement un nouvel État et l'insistance d'Israël à garder le contrôle de presque tout, de la liberté de mouvement à la sécurité, ne sont que [quelques-unes des raisons](#) pour lesquelles même les visions les plus follement optimistes d'un État palestinien seraient en fin de compte bien loin d'une véritable souveraineté. Le fait qu'une grande partie des structures des accords d'Oslo restent en place ce jour, au détriment des droits des Palestiniens mais au profit du pouvoir israélien, est une preuve supplémentaire de cette conception.

Pourtant, malgré les preuves qui s'accumulent, de nombreuses personnes – y compris des hommes politiques, des décideurs et des groupes de réflexion aux États-Unis – [refusent toujours](#) de reconnaître la réalité de l'État unique qui prévaut, ou même d'envisager des [stratégies alternatives](#). Leur obstination trahit plus que de simples divergences idéologiques sur les politiques et les tactiques. Ceux qui s'obstinent à répéter les mêmes erreurs pour obtenir des résultats différents et qui exigent des Palestiniens qu'ils continuent à faire confiance à un processus qui n'a fait qu'aggraver leurs souffrances, montrent qu'ils sont [volontairement aveugles](#) à la réalité et, surtout, qu'ils ne considèrent pas les Palestiniens comme des êtres dans une solution future.

Plaider auprès de l'occupant

Martin Indyk est l'une de ces personnalités. Deux fois ambassadeur des États-Unis en Israël au milieu des années 1990 et au début des années 2000, puis envoyé spécial de Barack Obama au Moyen-Orient pour les pourparlers de paix entre Israël et l'Autorité palestinienne, Martin Indyk a un [curriculum vitae](#) à la fois riche et enviable. Après avoir fait du bénévolat dans un kibboutz du sud d'Israël pendant sa jeunesse, dans les années 1970, M. Indyk a travaillé en tant que directeur de recherche au sein de l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC). Il est ensuite devenu directeur exécutif fondateur de l'Institut pro-israélien de Washington pour la politique du Proche-Orient, puis directeur principal à la Brookings Institution.



Martin Indyk, alors vice-président exécutif de Brookings, ouvre le Forum Saban 2015 « Israël et les États-Unis : Hier, aujourd'hui et demain », le 5 décembre 2015. (Ralph Alswang/Brookings Institution/CC BY-NC-ND 2.0)

L'attachement constant d'Indyk à la solution des deux États, ainsi que son opposition farouche à toute alternative – en particulier les appels à un seul État démocratique avec des droits égaux pour tous – sont motivés par deux arguments profondément erronés, partagés par de nombreux membres de son entourage.

Tout d'abord, Indyk insiste sur le fait qu'Israël doit rester une « démocratie juive », quel qu'en soit le prix. Ce coût, ce sont les vies de millions de Palestiniens qui sont censés sacrifier leur liberté et leur souveraineté totales tout en négociant patiemment les mêmes droits que ceux que leurs occupants considèrent comme acquis. En effet, en raison de la réalité démographique actuelle, dans laquelle les Palestiniens sont désormais marginalement plus nombreux que les

Israéliens juifs entre le fleuve et la mer, le choix est plus clair que jamais : Israël peut soit rester un État d'apartheid, soit devenir une véritable démocratie, mais il ne peut pas être les deux à la fois. Même Indyk reconnaît ce dilemme : « Une fois que vous avez l'égalité des droits, ce n'est plus un État juif », a-t-il déclaré au [LA Times](#) en février.

Pour la plupart des gens, la décision de préférer la démocratie à l'apartheid devrait être une évidence. Cependant, c'est la demande palestinienne d'égalité à le fondement supposé des sociétés libérales à travers le monde à qui Indyk considère inexplicablement comme un obstacle. Pour l'ancien ambassadeur, le droit d'Israël à exister en tant qu'État juif suprémaciste l'emporte sur le droit des Palestiniens à l'autodétermination dans leur propre patrie. Si le fait de refuser l'égalité aux Palestiniens permet à Israël de rester un État juif, qu'il en soit ainsi.

Deuxièmement, Indyk affirme que les solutions alternatives au modèle des deux États sont « irréalistes » parce que les dirigeants israéliens ne renonceraient jamais à leur pouvoir. « Quel premier ministre israélien remettrait les clés aux Palestiniens ? » a-t-il déclaré dans la même interview en février.

Indyk a raison de dire que les suprémacistes juifs en Israël ne renonceront jamais volontairement à la structure oppressive qu'ils se sont construite. Mais personne ne s'attend à ce que cela se produise. En Algérie, par exemple, il a fallu des années de résistance armée pour contraindre les Français à renoncer à leurs fantasmes coloniaux. En Afrique du Sud, une campagne internationale concertée de boycottage, de désinvestissement et de sanctions, ainsi que la lutte armée et la désobéissance civile, ont contraint le gouvernement de l'apartheid à réaliser que son projet raciste n'était pas viable. Alors pourquoi Indyk insiste-t-il pour que les Palestiniens continuent à supplier leurs occupants dans l'espoir qu'ils renoncent à leur domination par pure générosité ?

Empêcher les conversations nécessaires

Indyk n'est pas le seul à reléguer l'égalité, les droits fondamentaux et la démocratie au second plan lorsqu'il s'agit des Palestiniens. En effet, ses opinions représentent les principes fondamentaux du sionisme libéral, une idéologie qui reste un prisme central à travers lequel une grande partie de la politique américaine à l'égard d'Israël continue d'être discutée. D'autres personnalités politiques familières qui partagent cette idéologie, comme l'ancien diplomate et membre du Washington Institute [Dennis Ross](#), ont joué un rôle similaire dans l'enracinement du statu quo dans la pensée et la pratique américaines.

Il est également révélateur qu'Indyk exprime la même opposition, bien que de manière moins directe, qu'Elliott Abrams à un diplomate néoconservateur qui a récemment servi sous l'administration Trump et qui a été un partisan déclaré de l'invasion américaine de l'Irak qui, dans un billet de [blog du CFR](#), a dénoncé l'essai de *Foreign Affairs* comme un appel à « éliminer » Israël. Des sionistes extrémistes aux sionistes libéraux, tous sont attachés à la vision du maintien de bantoustans palestiniens qui isolent efficacement les centres de population non juifs et permettent à Israël de conserver une majorité juive.



Vue du mur de séparation depuis la ville palestinienne d Abu Dis. 26 février 2017. (Miriam Alster/FLASH90)

Bien entendu, ce mépris pour les droits des Palestiniens n a rien de nouveau. Mais ce qui est particulièrement inquiétant   propos du courant anti-palestinien embrassé par des personnalités comme Indyk et Ross, qui sont largement considérées comme des  « modérés  » dans leur domaine, c est la facilit  avec laquelle il passe inaperçu. Ces personnalités ont consacré une grande partie de leur carrière   ce qu elles croient vraiment être un processus de paix ; en effet, elles peuvent toutes se targuer d avoir des tribunes importantes et influentes, d avoir accès   des cercles politiques clefs et d avoir joué un rôle direct dans l laboration de la relation  « spéciale  » entre les  tats-Unis et Israël. Pourtant, leur vision de la paix, consciemment ou inconsciemment, donne toujours la priorité aux droits et   la sécurité des Israéliens juifs par rapport aux Palestiniens. Comment pouvons-nous attendre des idées novatrices et visionnaires de la part de ceux qui ne considèrent même pas les Palestiniens comme de véritables égaux ?

Cela ne veut pas dire qu un seul état démocratique est nécessairement la solution. Cependant, dans leurs efforts pour nous dissuader d envisager des alternatives   la solution   deux  tats, des personnalités comme Indyk et Ross nous empêchent de faire face collectivement   la réalité et d avoir les conversations que nous aurions d avoir il y a des années. Tant qu ils n auront pas l humilit  d  couter ce que les Palestiniens disent depuis des années   et surtout le courage de traiter les Palestiniens sur un pied d  galit  -, ces personnalités ne devraient être considérées que comme des défenseurs  hont s du statu quo.

En outre, en exigeant des Palestiniens qu ils adh rent   une stratégie de résistance conforme aux intérêts d Isra l, les sionistes libéraux comme Indyk et Ross disent effectivement aux Palestiniens d attendre perpétuellement une libération qui ne viendra jamais   de négocier leurs droits avec un oppresseur qui n a ni conscience ni raison de desserrer son étreinte.

Mais les leçons de l histoire sont claires. Pendant le mouvement des droits civiques aux  tats-Unis, le célèbre acteur et militant de gauche Paul Robeson a dénoncé l ironie de ceux qui insistaient sur le fait que la réalisation immédiate de l  galit  des droits pour les Noirs américains n  tait pas réalisable.  « Nous devons attendre, nous dit-on, jusqu    ce que le cœur de ceux qui nous persécutent se soit adouci  », écrivait Robeson en 1958. Les Palestiniens ne peuvent plus se permettre d attendre.

Tariq Kenney-Shawa est chercheur en politique américaine   Al-Shabaka, le groupe de réflexion et réseau politique palestinien. Il est titulaire d un master en affaires internationales de l universit  de Columbia et d une licence en sciences politiques et études du Moyen-Orient de l universit  de Rutgers. Les recherches de Tariq ont porté sur des sujets allant du rôle de la narration dans la perpétuation et la résistance   l occupation   l analyse des stratégies de libération palestinienne. Ses travaux ont été publiés dans *Foreign Policy*, *+972 Magazine*, *Newlines Magazine* et *New Politics Journal*, entre autres. Twitter : @tksshawa.

Source: [972 Magazine](#)

Traduction: AGP pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Tags

1. Bantoustans
2. Etats-Unis
3. IsraÃ«l
4. palestine
5. processus de paix
6. Solution

date crÃ©Ã©e

2023/05/23